

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°648 – 23 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

UEMOA : la croissance économique ralentirait de 6,3 % en 2025 à 5,7 % en 2027-2028 selon la Banque mondiale

Selon l'édition d'octobre 2026 du [rapport](#) "État des lieux de l'économie africaine" publié par la Banque mondiale, la croissance économique en Afrique subsaharienne devrait passer de 4,1 % en 2025 à 4,3 % en 2026, portée par la hausse des échanges commerciaux mondiaux, le redressement des pays exportateurs de pétrole et de minerais, ainsi que le rebond de l'agriculture et le renforcement de la demande intérieure dans d'autres pays. Au sein de l'UEMOA, la croissance devrait ralentir, passant de 6,3 % en 2025 à 5,6 % en 2026, puis rester globalement stable autour de 5,7 % en 2027-2028. La sous-région devrait continuer de figurer parmi les zones les plus dynamiques d'Afrique subsaharienne, grâce à une demande intérieure vigoureuse, malgré un environnement extérieur moins favorable et des défis régionaux persistants. Les performances économiques de la sous-région seraient portées par le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger. Le rapport, consacré au thème "Poser les fondations pour l'IA", estime que l'intelligence artificielle ne devrait générer que 0,2 à 4 % de PIB supplémentaire pour l'Afrique subsaharienne au cours de la prochaine décennie, en raison d'importantes lacunes au niveau des infrastructures.

3,6 Md EUR levés sur le marché des titres publics de l'UEMOA au 3^e trimestre 2026

Selon le [bulletin trimestriel](#) de UMOA-Titres, les États de l'UEMOA ont levé 2 331,9 Md FCFA (3,6 Md EUR) sur le Marché des titres publics

Le chiffre à retenir

3,6 Md EUR

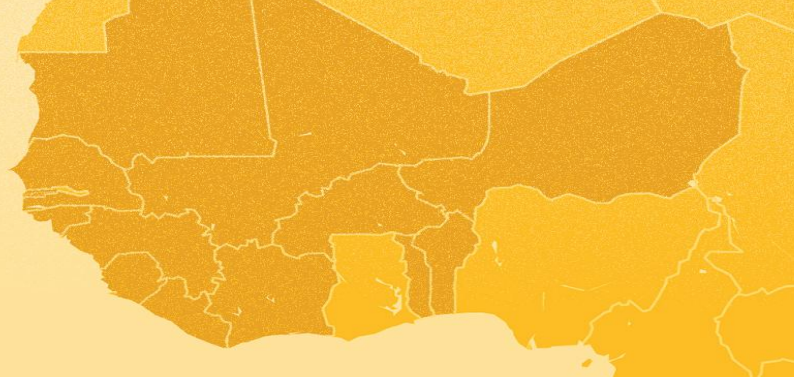
Le volume de financement levé par les Etats de l'UEMOA sur le marché par adjudication au cours du 3^e trimestre 2026

(marché par adjudication) au cours du 3^e trimestre 2026, soit une baisse, toutes maturités confondues, de 5,6 % par rapport au [montant mobilisé l'an dernier à la même période](#). La Côte d'Ivoire demeure le premier émetteur au cours du 3^e trimestre 2026, ayant mobilisé 29,7 % du montant total levé, suivie par le Sénégal (27,3 %) et le Mali (15,7 %). A noter qu'environ 77,6 % des montants mobilisés avaient une maturité d'au moins 3 ans, contre 55,8 % l'an dernier à la même période.

Bénin

Signature de trois accords de financement de plus de 380 M EUR

En marge des Assemblées annuelles FMI-Banque mondiale à Bangkok, le Bénin [a conclu](#), les 12 et 13 octobre 2026, trois accords de financement d'un montant total de 249,5 Md FCFA (380,4 M EUR) destiné à la modernisation du réseau routier, à l'amélioration de la productivité agricole et à l'extension de la distribution de l'électricité. Deux accords ont été signés avec la Banque islamique de développement (BID) : (i) l'un, d'un montant de 201,3 Md FCFA (306,9 M EUR), est alloué au dédoublement en 2x2 voies du corridor Godomey–Ouidah–Hillacondji (94 km), maillon clé de l'axe régional Abidjan–Lagos et (ii) l'autre d'un montant



de 12,5 Md FCFA (19,1 M EUR) soutiendra la filière agricole des légumineuses. Le dernier accord a été signé avec la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA). D'un montant de 35,8 Md FCFA (54,5 M EUR), il permettra de moderniser le réseau de la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE) dans 127 localités, prévoyant le raccordement de plus de 61 000 ménages et 4 300 très petites entreprises.

Le FMI prévoit une croissance de 7 % en 2026 et 6,8 % en 2027

Selon les Perspectives économiques régionales publiées par le FMI le 15 octobre, après 8,1 % en 2025, l'économie béninoise [devrait](#) maintenir une solide dynamique avec une progression du PIB estimée par le Fonds monétaire international (FMI) à 7 % en 2026 puis à 6,8 % en 2027, au-dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne projetée à 4,5 % sur les deux années. De son côté, le gouvernement béninois [affiche](#) des ambitions plus élevées et table, dans son projet de loi de finances pour 2027, sur un taux de croissance de 7,5 %. Pour mémoire, le Bénin [a conclu](#) avec succès en février dernier ses dernières revues de programmes avec le FMI au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC), de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD).

Burkina Faso

Hausse de la production de la mine d'or de Bomboré

Le 14 octobre 2026, la société minière canadienne Orezon Gold [a annoncé](#) une production de 116 188 onces (3,6 t) sur les neuf premiers mois de 2026 pour sa mine d'or à Bomboré, dépassant déjà les 110 014 onces (3,4 t) enregistrées sur l'ensemble de 2025. [La hausse de la production](#) de Bomboré se justifie en particulier par le renforcement de ses infrastructures, avec notamment la mise en service fin 2025 d'une usine de traitement de roche dure.

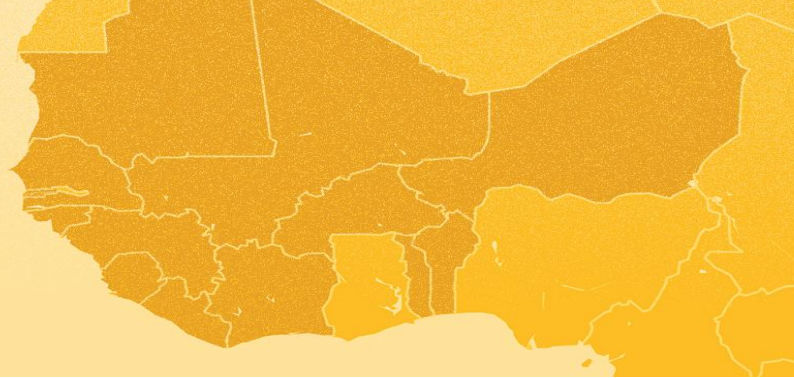
West African Resources : forte hausse de la production d'or à fin septembre 2026

Selon son [rapport trimestriel](#) publié le 8 octobre 2026, la société australienne West African Resources (WAF) a annoncé une production totale de 360 857 onces (11,2 t) d'or sur les neuf mois écoulés de l'année 2026 sur ses deux centres aurifères burkinabè de Sanbrado (42 % du total) et de Kiaka (58 %), soit une hausse de 91,6 % par rapport à la même période l'an dernier. Cette performance reflète en particulier la montée en puissance de la mine de Kiaka, dont la production s'établit à 209 305 onces (6,5 t) à fin septembre 2026, contre 18 254 onces (0,6 t) à fin septembre 2025. La société est ainsi en bonne voie pour atteindre son objectif annuel, soit une production comprise entre 430 000 – 490 000 onces (soit entre 13,4 t et 15,2 t).

Côte d'Ivoire

Transports en Afrique : la déclaration d'Abidjan pose les lignes d'une transition multimodale plus inclusive

Du 19 au 22 octobre 2026, Abidjan a accueilli la [2^e Conférence internationale de la mobilité durable et du climat \(CIMDC 2026\)](#), soutenue par l'Agence française de développement (AFD), Expertise France, l'Union européenne, ainsi que les industriels). Porté par l'organisation CODATU, l'Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan (AMUGA) et l'association Climate Chance, ce sommet a rassemblé près de 1 500 participants venus d'une quarantaine de pays pour repenser les transports urbains de demain face au défi climatique et démographique. Le Premier ministre ivoirien a plaidé pour l'obtention de financements à taux concessionnels, pour soutenir les investissements d'infrastructures vertes en Afrique, et a réaffirmé l'ambition d'intégrer 45 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique ivoirien d'ici 2035. En outre, le ministre ivoirien des transports a rappelé que la métropole passera par un système multimodal en réseau interconnecté. L'enjeu majeur réside dans



l'intégration du transport artisanal qui représente plus de 75% des déplacements quotidiens à Abidjan. Les travaux de la conférence [ont abouti](#) à la Déclaration d'Abidjan, qui portera d'une seule voix les priorités de la mobilité urbaine durable africaine lors de la COP 31 en Turquie, du 9 au 20 novembre 2026.

Progression du PIB réel de 4,6 % en g.a au 2^e trimestre 2026

Au 2^e trimestre 2026, le PIB réel [a progressé](#) de 4,6 % en glissement annuel (g.a.), après 4,7 % au 1^{er} trimestre, selon les comptes nationaux trimestriels publiés par l'Agence nationale de la statistique (ANStat). Sur les six premiers mois de l'année, la croissance reste ainsi inférieure à la projection de 6 % pour l'ensemble de 2026 retenue par le FMI et les autorités ivoiriennes. Du côté de l'offre, la croissance est portée par le secteur tertiaire (+5,4 % en g.a.), qui contribue à hauteur de 2,7 p.p., suivi du secteur primaire (+4 % ; contribution de 0,7 p.p.) et du secteur secondaire (+2,3 % ; 0,6 p.p.). Les impôts et taxes nets de subventions sur les produits progressent de 7,5 % en g.a, avec une contribution de 0,7 p.p. Du côté de la demande, l'activité économique est marquée par une hausse de la consommation finale (+4,9 %) et des échanges extérieurs, les exportations progressant de +5,7 % et les importations de +6,4 %, tandis que les investissements reculent de 2,7 % sur la période.

Octroi de nouveaux permis de recherche minière

Réuni le 14 octobre, le Conseil des ministres a attribué cinq [permis de recherche valables pour l'or](#), répartis entre les sociétés Awalé Ressources (Canada), Etruscan Resources CI (Canada), Smart Mining Group (n.d) et Tietto Minerals CI (Australie), et pour une durée de quatre ans. Un sixième permis concerne également le cuivre et le nickel, au bénéfice de Switch Metals CI (Royaume-Uni). Ces attributions s'inscrivent dans la volonté du gouvernement d'identifier de nouvelles possibilités d'exploitation à travers le pays et dans un secteur minier en pleine expansion. Pour rappel, la production ivoirienne d'or a presque quintuplé entre

2011 et 2024, passant d'environ [12,4 t à 59,1 t](#). Plus largement, le secteur minier représente [4,5 % du PIB](#) ivoirien en 2024.

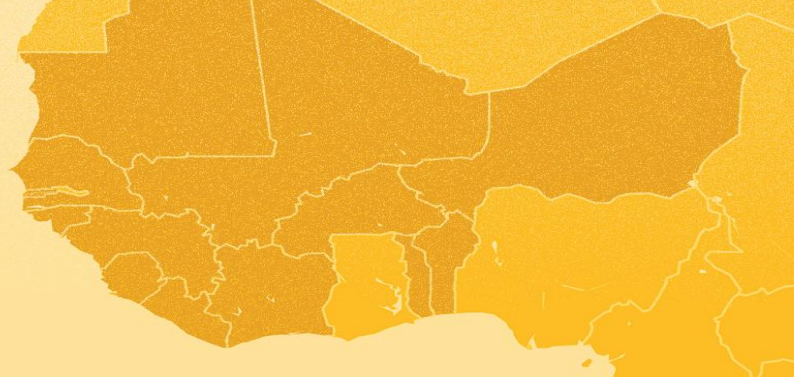
Guinée

Le taux de croissance économique pourrait atteindre 11,6 % en 2027 selon la Banque mondiale

Selon le rapport de suivi économique 2026 de la Banque mondiale, la croissance guinéenne [devrait s'accélérer](#), passant de 7,3 % en 2025 à 8,8 % en 2026, puis 11,6 % en 2027, avant de s'établir à 10,7 % en 2028. Cette dynamique repose principalement sur la montée en puissance du secteur minier et en particulier les exportations de minerai de fer du projet Simandou. Toutefois, sur le plan budgétaire, le déficit a atteint 8,9 % du PIB en 2025, tandis que la création d'emplois formels demeure limitée. Les retombées de Simandou pourraient profondément renforcer les exportations et les recettes publiques guinéennes. Cependant, une croissance portée essentiellement par les activités minières ne garantit pas une amélioration généralisée du niveau de vie. La diversification vers l'agriculture, l'industrie et les services, ainsi que le développement des entreprises locales, seront déterminants pour transformer cette croissance en emplois et en réduction durable de la pauvreté.

Quatre arbitrages miniers en cours au CIRDI

La Guinée [fait face](#) à quatre procédures d'arbitrage devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), à la suite notamment du retrait de plusieurs titres miniers en 2025. Les requérants sont [Axis International](#), [Nomad Bauxite](#), [Nimba Investment](#) et [Falcon Energy Materials](#), qui contestent les décisions des autorités guinéennes. Dans le dossier Falcon, relatif à un projet de graphite à Lola, l'investisseur [réclame](#) environ 100 M USD d'indemnisation. Les procédures progressent à différents stades : certains tribunaux examinent des questions de compétence, tandis que d'autres entament l'examen



du fond. Aucune condamnation définitive n'est à ce stade établie dans ces quatre affaires. Ces contentieux exposent la Guinée à un risque financier potentiellement important et pourraient affecter la perception du risque pays par les investisseurs miniers. L'enjeu pour les autorités est de poursuivre l'assainissement du cadastre minier tout en garantissant la sécurité juridique des investissements et le respect des procédures internationales.

Mauritanie

Elaboration du Pacte national minier pour attirer les investissements

Avec l'appui de la Banque mondiale, le Gouvernement mauritanien a élaboré un [Pacte national minier](#) dans une perspective à l'horizon 2045. Il vise à faire du secteur un moteur de développement et de transformation économique, en attirant davantage d'investissements et en renforçant les retombées locales. Pour rappel, les exportations minières ont atteint 3 Md USD en 2025, soit environ 75 % des exportations totales du pays. Pour consolider ce secteur, le Pacte prévoit de moderniser le cadre réglementaire et fiscal et de faciliter l'octroi des permis miniers. Il entend lever les contraintes d'accès à l'énergie et aux infrastructures logistiques, qui freinent les investissements. À plus long terme, l'objectif est de dépasser l'exportation de minerais bruts en développant leur transformation sur place à travers la production d'acier dit "vert". Le Pacte prévoit en outre créer davantage d'emplois locaux et de diversifier l'activité minière vers le cuivre, l'uranium et les minéraux critiques pour mieux valoriser le potentiel géologique mauritanien.

Constitution d'un nouveau gouvernement

Le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani [a reconduit](#) le Premier ministre Mokhtar Ould Diay le 10 octobre 2026. Le nouveau gouvernement constitué comprend 29 ministres et ministres délégués. A la tête du ministère des Affaires économiques et du Développement,

Mohamedou Ould M'Haimid, économiste de formation, était auparavant ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire depuis mars 2026. Par ailleurs, le ministère de l'Énergie et du Pétrole a [été confié](#) à Mohamed Ould Abdel Vetah, en remplacement de Mohamed Ould Khaled, mis en cause dans un rapport de la Commission d'enquête sur les incendies de deux sous stations électriques survenus à Nouakchott fin août dernier. Le nouveau ministre est Ingénieur des mines de Nancy et docteur en informatique de Paris VIII. Il a dirigé la Société nationale industrielle et minière (SNIM) et a occupé les mêmes responsabilités ministérielles de 2016 à 2020.

Niger

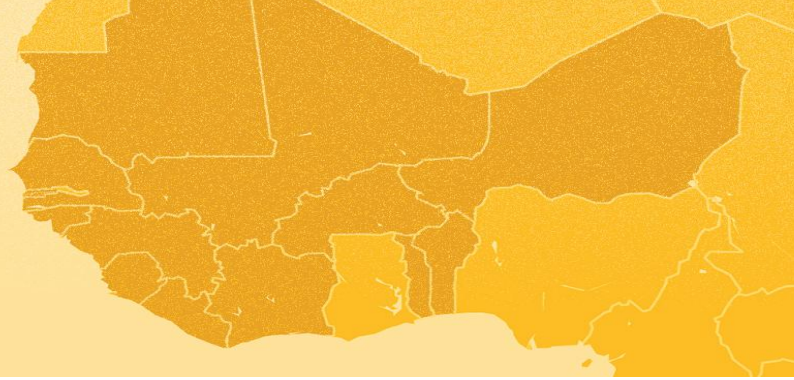
Interdiction de l'exportation de l'essence super et du gasoil

Le 12 octobre 2026, le ministre nigérien du Commerce et de l'Industrie a [signé](#) un arrêté portant interdiction de l'exportation de l'essence super et du gasoil. L'arrêté indique en particulier que la production nationale de ces deux carburants assure prioritairement l'approvisionnement du marché national. En cas de surplus, la vente à l'exportation par la Société nigérienne de pétrole (Sonidep) et la Société de raffinage de Zinder (Soraz) devra faire l'objet d'une autorisation spéciale du ministre chargé du Commerce. Cette mesure intervient dans un contexte marqué par des perturbations dans l'approvisionnement en carburant au sein du pays.

Sénégal

Partenariat KFW-Fonsis : 13 M EUR pour financer les PME et l'entrepreneuriat féminin

Le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis) et la KfW [ont annoncé](#), le 16 octobre 2026, le lancement d'un programme de 8,5 Md FCFA (13 M EUR) destiné à renforcer le financement des PME, des start-ups innovantes et des entreprises contribuant à l'autonomisation des femmes au



Sénégal. Financée par une subvention de l'Allemagne, cette enveloppe sera injectée dans des fonds d'investissement locaux afin de renforcer leurs capitaux et de faciliter l'accès des entreprises ciblées à des financements adaptés. Le Fonsis prévoit ainsi de porter de quatre à neuf le nombre de fonds mis en place ou financés. Cette initiative vise à stimuler la création d'emplois durables et l'inclusion économique, en cohérence avec la vision Sénégal 2050.

Sonatel valide le fractionnement de ses actions

Le 16 octobre 2026, le groupe Sonatel [a annoncé](#) l'approbation, par son Assemblée générale extraordinaire du 8 octobre 2026, du fractionnement de son action selon un ratio de 1 pour 10, ainsi que la modification corrélative des statuts du Groupe. Le nombre total d'actions passera de 100 M à 1 Md, à raison de 10 actions nouvelles pour chaque action ancienne, tandis que le capital restera inchangé à 50 Md FCFA (76,2 MEUR). Cette opération vise à rendre le titre Sonatel plus accessible aux investisseurs et à élargir la base d'actionnaires. En termes de calendrier, la dernière cotation selon l'ancienne valeur nominale est prévue pour le 23 octobre 2026, tandis que le fractionnement prendra effet à l'ouverture du marché le 26 octobre 2026, date également de la première cotation de l'action fractionnée. Pour rappel, Sonatel est l'une des quatre sociétés basées au Sénégal cotée à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

Suspension des importations de sucre à compter de novembre 2026

Dans le but de soutenir la production nationale tout en préservant le pouvoir d'achat des ménages, les autorités [ont annoncé](#), le 18 octobre 2026, l'arrêt des importations de sucre à compter de novembre 2026, pour une durée prévisionnelle de huit à neuf mois. Selon le communiqué, cette mesure sera ajustée en fonction de l'évolution de la production locale et des besoins du marché. L'arrêt des Déclarations d'importations de produits alimentaires (DIPA) interviendra dès la reprise effective des activités industrielles de la Compagnie sucrière sénégalaise

(CSS), dont les stocks actuels sont estimés à environ 30 000 tonnes. Cette mesure fait suite à une précédente suspension des importations appliquée de novembre 2025 à août 2026.

Sierra Leone

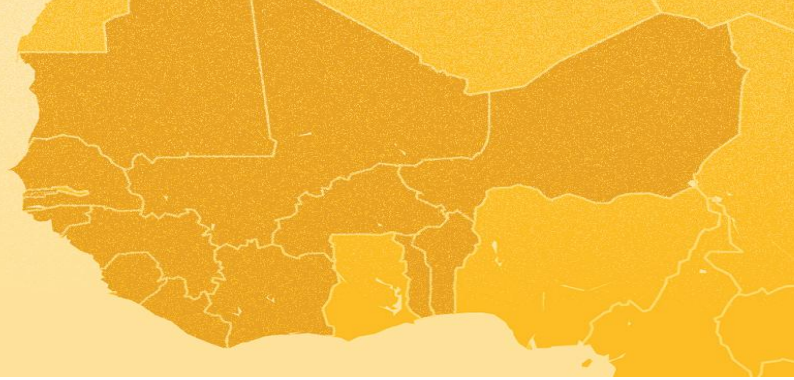
Lancement officiel de la compagnie maritime nationale SLOSCo

Le 19 octobre 2026, le président Julius Maada Bio a officiellement [lancé](#) la Sierra Leone Ocean Shipping Company (SLOSCo), au quai Queen Elizabeth II à Freetown. Cette compagnie est issue d'un accord stratégique de coentreprise entre la Sierra Leone national shipping agency (SLNSA) et le groupe chinois Zhejiang Xiehai. Le projet prévoit le déploiement d'une flotte de 50 navires, dont 30 dans une première phase, afin d'accroître les capacités de transport de marchandises du pays et de conserver une plus grande part de la valeur générée par ses échanges extérieurs, jusqu'ici dépendants des compagnies maritimes internationales. Cette initiative vise également à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes, à développer les compétences locales et à mieux valoriser la position géographique stratégique et les ressources océaniques du pays.

Togo

S&P améliore la perspective de la note du pays à "positive"

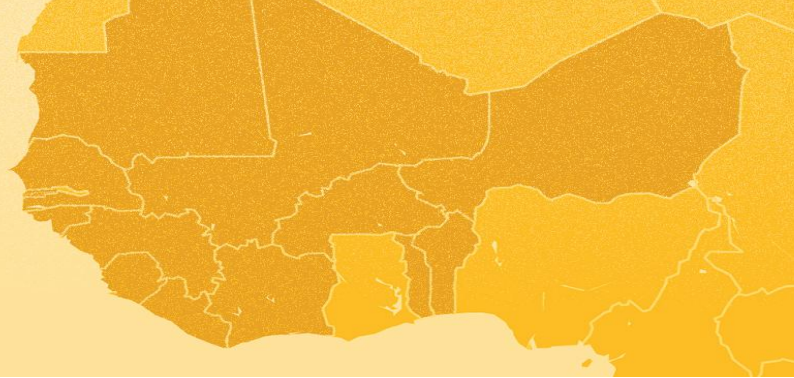
Le 16 octobre 2026, l'agence S&P Global Ratings [a confirmé](#) la note souveraine en devise du Togo à "B+" et relevé la perspective de "stable" à "positive". L'amélioration de la perspective reflète l'opinion de l'agence selon laquelle la croissance économique du Togo demeurera résiliente sur la période 2027-2029. Après un ralentissement à 5,5 % en 2026 lié à l'impact du conflit au Moyen-Orient, elle dépasserait selon ses projections 6 % en moyenne sur 2027-2029, soutenues par le secteur privé et la diversification de l'économie. En outre, après 3,2 % du PIB en 2025, S&P estime que le déficit



budgétaire devrait se creuser à 3,4 % du PIB en 2026 du fait des subventions aux carburants, mais reviendrait vers 3 % du PIB en moyenne sur 2027-2029, appuyé par la stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme 2027-2031. La dette publique devrait également reculer de 62,1 % du PIB en 2026 à 55,4 % en 2029.

Bilan économique de la visite du Président du Conseil en Chine

La visite du Président du Conseil Faure Gnassingbé en Chine du 9 au 16 octobre 2026 s'est conclue par la signature de [13 accords de coopération](#). Au plan économique et financier, les deux parties ont signé entre autres un protocole d'accord prévoyant l'annulation partielle de la dette publique togolaise envers la Chine. Le montant et les modalités de l'allègement n'ont toutefois pas été précisés. Pour mémoire, l'[encours de la dette due à la Chine](#) est estimé à 289 M USD fin 2025, soit 4 % de la dette publique total et 2,3 % du PIB du Togo. Un second protocole ouvre le marché chinois au soja togolais, sous réserve du respect des exigences phytosanitaires fixées dans l'accord. Le soja est l'une des premières exportations agricoles du pays, aujourd'hui largement orientée vers l'Europe et les États-Unis. L'Office togolais des recettes et les douanes chinoises ont par ailleurs conclu un accord pour l'établissement du statut de "opérateur économique agréé", qui permettra notamment d'alléger les formalités des exportateurs togolais jugés fiables vers la Chine. En outre, un protocole d'accord a été signé avec [Huawei](#), portant sur les infrastructures numériques, l'énergie, les transports intelligents et la "douane intelligente", avec un volet transfert de technologies.



Agenda

Date	Lieu	Évènement
25-27 octobre	Conakry	French Agri Days 2026 - Guinée
28-29 octobre	Harbel	LIMEC Liberia International Mining & Energy Conference
5-7 novembre	Lomé	Afric'innov Summit 2026
11-13 novembre	Abidjan	Ivoire Tech Forum 2026
12-13 novembre	Cotonou	TLC 2026 Transport Logistique Cotonou
11-14 novembre	Conakry	Simandou Mining Summit
16-20 novembre	Abidjan & Dakar	French Energy Tour 2026 - Côte d'Ivoire et Sénégal
16-17 novembre	Cotonou	Cyber Africa Forum
18-20 novembre	Cotonou	AfriLabs Annual Gathering
18-22 novembre	Conakry & Abidjan	French Mining Days @ SIREXE 2026 - Côte d'Ivoire et Guinée
18-22 novembre	Abidjan	Salon International des Ressources Extractives et de l'Énergie (SIREXE)
24-25 novembre	Paris	Ambition Africa 2026
26-28 novembre	Abidjan	4^e édition de la Nuit Panafricaine du Bâtiment
27 novembre - 13 décembre	Lomé	Foire Internationale de Lomé
30 novembre - 2 décembre	Cotonou	Bpifrance - Business France / Parcours Business International

Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Chiffres clés	Indicateurs de développement
Bénin	Bénin
Burkina Faso	Burkina Faso
Cap-Vert	Cap-Vert
Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Gambie	Gambie
Guinée	Guinée
Guinée-Bissau	Guinée-Bissau
Libéria	Libéria
Mali	Mali
Mauritanie	Mauritanie
Niger	Niger
Sénégal	Sénégal
Sierra Leone	Sierra Leone
Togo	Togo

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)